

# L'agriculture palestinienne

Secteur important de l'économie palestinienne pour l'emploi et la sécurité alimentaire, l'agriculture connaît pourtant un déclin notable depuis une vingtaine d'années. Parallèlement à l'essor des services, entre 1994 et 2016, la part de l'agriculture dans le PIB est passée de 12 à 3,2% (423,7 M USD). En 2017, le secteur représente 6,5% de l'emploi total (hors travail informel). Le niveau très élevé des importations agricoles et agroalimentaires (1,5 Md USD en 2016) souligne la dépendance des Territoires palestiniens (TP), marché captif pour les produits israéliens (environ 63% des importations agricoles et agroalimentaires). En hausse de 11,7% par rapport à 2014, les exportations de produits agricoles et agroalimentaires totalisent 28,1% des exportations en 2016 (260,2 M USD). Fortement affecté par les restrictions (accès à la terre, à l'eau et aux marchés extérieurs) et les incertitudes liées à l'occupation de la Cisjordanie et au blocus de Gaza, ce secteur potentiellement porteur peine à se développer, malgré une assistance internationale conséquente.

## Une agriculture à la peine malgré des efforts soutenus

Malgré **des avantages comparatifs importants avec notamment un climat favorable, une proximité avec les marchés émergents et de bonnes conditions pour les cultures de niche et à haute valeur ajoutée** (à l'instar des dattes et des herbes aromatiques), l'agriculture palestinienne connaît une baisse tendancielle de sa contribution au PIB depuis plusieurs années. En 2011, la surface agricole cultivée atteint 103 490 ha (92 937 ha en Cisjordanie ; 10 553 ha à Gaza) dont 24 541 ha de grandes cultures, 12 959 ha de légumes et 65 589 ha de fruits. Le secteur compte, en 2015, 225 coopératives, 221 pépinières et 2 615 ingénieurs agricoles. La taille moyenne des exploitations agricoles s'élève à 1,21 ha (1,34 en Cisjordanie ; 0,6 ha à Gaza). En Cisjordanie, près de 345 000 tonnes de légumes sont produites chaque année (tomates et concombres essentiellement), environ 85 000 tonnes de fruits (agrumes et raisins en tête) et près de 84 000 tonnes d'olives pressées. A Gaza, la production agricole est composée de légumes, fleurs, et fruits dont les dattes et les fraises (1 500 tonnes/an, contre 7 000 tonnes avant le blocus).

**En retrait depuis 2013, l'insécurité alimentaire demeure élevée** selon l'Institut palestinien de recherche économique (MAS). En 2014, 26,8% des foyers palestiniens (1,6 M de Palestiniens ; 47% à Gaza, 16% en Cisjordanie) étaient en situation d'insécurité alimentaire. En 2016, l'agriculture ne concentre plus que 6,5% de l'emploi total (7,7% de l'emploi féminin) contre 16,7% en 2006. Le travail informel agricole atteindrait, selon les dernières études, un niveau comparable à celui de l'emploi déclaré et le fort recours au travail saisonnier est une caractéristique de ce secteur.

Les exportations agricoles et agroalimentaires palestiniennes (28,1% du total des exportations ; 260,2 M USD ; 1,9% du PIB en 2016) sont essentiellement composées de légumes (23,4% ; -11,7% par rapport à 2015 avec 60,8 M USD en 2016), d'huile d'olive (18,4% ; +10% par rapport à 2015 avec 47,98 M USD en 2016) et de tabac (13,2% ; 34,5 M USD en 2016). En raison de l'importance des importations agricoles et agroalimentaires (28,5% du total des importations ; 1 530,6 M USD ; 11,3% du PIB en 2016) le secteur affiche un déficit commercial structurel s'élevant à 9,4% du PIB en 2016 (1 270,4 M USD). Les principales importations agricoles et agroalimentaires sont le bétail sur pied, la viande et les produits laitiers (16,1% ; 247 M USD en 2016) et les céréales (10,3% ; +6% par rapport à 2015 avec 157,4 M USD en 2016).

Très présente dans l'agriculture palestinienne, la production d'olives est une source de revenus pour près de 90 000 familles, et l'ensemble du secteur est estimé à entre 160 et 191 M USD pour les meilleures années ; 20 100 tonnes en 2016. Plus récente, la production du palmier dattier « Medjoul » présente un important potentiel à l'export estimé à près de 200 M USD par an, mais demeure contrainte par les difficultés d'accès à l'eau. La société Nakheel Palestine est aujourd'hui le leader du secteur, qui exploite 300 ha (22 000 palmiers) et exporte 60% de sa production.

Soumise à de nombreuses contraintes liées à l'occupation, l'agriculture palestinienne est caractérisée par une faible productivité. Le rendement moyen de l'agriculture en Cisjordanie et à Gaza (0,6 tonne par dunum<sup>1</sup>) équivaut à environ 50% du rendement en Jordanie (1,2 tonnes par dunum) et à 43% de celui en Israël (1,4 tonne par dunum) bien que

<sup>1</sup> 1 dunum = 1 000 m<sup>2</sup>

dans la même zone agro-écologique. Cet écart de productivité souligne le besoin, pour l'agriculture palestinienne d'opérer une transition vers les cultures et semences à plus haut rendement et plus haute valeur ajoutée. Aujourd'hui, près de 81% de la surface agricole de Cisjordanie est consacrée à des cultures à faibles rendements et valeurs. L'agriculture palestinienne est également victime de la petite taille de ses exploitations qui l'empêche de réaliser des économies d'échelles suffisantes, notamment en raison des restrictions issues de l'occupation et de la fragmentation de l'espace cisjordanien.

Le ministère de l'Agriculture a lancé en 2013, le *Palestine Agriculture disaster risk reduction and insurance fund* (PADRIF) pour couvrir spécifiquement les risques agricoles qui entravent aujourd'hui le développement du secteur. De même, le *Palestinian Agricultural Credit Institute* (PACI) a été fondé en 2015 pour répondre à la demande de crédit du secteur, estimée à environ 200 M USD par an (seulement 30% de la demande est satisfaite aujourd'hui d'après le ministère de l'Agriculture).

**La « National agriculture sector strategy » (NASS) de l'Autorité Palestinienne (AP) pour la période 2017-2022** vise à une augmentation de la production agricole et de bétail, et à l'amélioration de la compétitivité agricole notamment au travers du développement de cultures plus rentables ou encore de la construction de routes agricoles et d'infrastructures d'irrigation. Par ailleurs, le renforcement de la sécurité alimentaire demeure une préoccupation constante.

## **Un potentiel de développement important, sous réserve de l'accès à la zone C et de la levée des autres restrictions, et le soutien de nombreux donateurs d'aide**

**La fin de l'occupation et la levée des restrictions actuelles sur la construction d'infrastructures et sur l'accès et la mobilité notamment en zone C pourraient débloquer le développement du secteur et d'autres activités telles l'agroalimentaire ou encore l'agro-tourisme.** La transition vers des cultures à plus haute valeur (dattes, oranges, raisins, tomates, courges, concombres) conjuguée à une augmentation des surfaces irriguées doit permettre d'accroître les revenus des exploitants et d'améliorer leur marge d'investissement.

Ainsi, parmi les cinq futurs moteurs de croissance identifiés par le think tank *The Portland Trust* figure en bonne place l'agriculture. Selon leurs estimations, la contribution de l'agriculture au PIB pourrait atteindre 1 400 M USD d'ici à 2030 et le secteur rassemblerait alors 134 000 emplois. Malgré les difficultés d'un tel exercice de prospective, la Banque mondiale estime dans un rapport de 2013, qu'un assouplissement des contraintes en zone C et une répartition plus équitable des ressources en eau pourraient permettre d'irriguer 326 400 dunums de terres arables en zone C (189 M m<sup>3</sup> d'eau seraient alors nécessaires). Un tel scénario générerait 704 M USD de valeur ajoutée supplémentaire (soit 5,2% du PIB de 2016) pour l'économie des TP. L'agriculture palestinienne serait aussi en mesure d'augmenter sa productivité et de devenir suffisamment compétitive pour couvrir les besoins du marché local et gagner des parts de marché à l'export.

**L'Autorité palestinienne bénéficie d'une assistance internationale conséquente dans ce domaine. Les principaux fournisseurs d'assistance technique et bailleurs des secteurs agricole et agro-alimentaire palestiniens (agriculture et élevage, règles sanitaires et phytosanitaires) sont la FAO, l'UE, USAID, le Canada les Pays-Bas, la Suisse, le Danemark, et l'Espagne.** Les Pays-Bas interviennent aussi sur le volet facilitation des échanges. Les Français, l'UE, la Grande-Bretagne, les USA, les Belges et Japonais interviennent aussi dans l'industrie agro-alimentaire, à travers leurs programmes d'aides au secteur privé (ZIB-FR, Jericho Agro-Industrial Park- JP+UE, Start-up & incubators-BE+UE, The Compete Project-USA, French Grant-FR, Cluster et PUMP-FR,...). **L'UE, les Pays-Bas, la Suisse, le Danemark, et l'Espagne** se coordonnent pour leurs actions de coopération dans les domaines agricole, de l'élevage, et de l'agro-alimentaire, sous l'égide de la FAO et dans le cadre de la « Joint-strategy » locale de l'UE, à travers un programme commun intitulé Multi-Donor Agribusiness Program (MAP ; 30 M USD sur 4 ans, 2018-2021).

**Clause de non-responsabilité** - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.